

PAUVRETÉ RURALE et ENVIRONNEMENT



Faire équipe pour mieux exploiter le Nil

Les associations d'usagers de l'eau peuvent-elles devenir efficaces ?

Karim Jisr

Les agriculteurs peuvent-ils participer à la gestion durable et équitable des eaux du Nil?

Dans la vallée du Nil, berceau de civilisations anciennes, les cultivateurs d'aujourd'hui, appelés *fellahs*, tentent de mieux irriguer leurs cultures. Les améliorations techniques font partie de la solution; toutefois, les *fellahs* peuvent-ils unir leurs forces pour améliorer de façon durable leurs moyens de subsistance ? Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), a appuyé des chercheurs qui ont fait une analyse critique de la situation.

Depuis l'âge de la pierre, le Nil est source de vie. Ses rives ont toujours été fertiles en raison de ses crues cycliques, et, pendant des millénaires, elles ont permis de nourrir des civilisations riches et puissantes.

Il n'est donc pas surprenant qu'aujourd'hui encore, l'homme tente de dompter les eaux de ce majestueux fleuve, en perfectionnant les systèmes d'irrigation entre autres, mais également en réorganisant la façon dont les usagers de l'eau partagent la ressource.



Ahmad Salhin

Une *mesqa* mal gérée dans le gouvernorat de Minia.

Gestion locale et viabilité

À la fin des années 1980, le ministère de l'Irrigation et des Ressources hydrauliques de l'Égypte voulait mettre à niveau l'infrastructure d'irrigation du pays tout en déléguant la responsabilité de la gestion de l'eau à une forme quelconque d'administration locale. C'est pourquoi le projet d'amélioration de l'irrigation a été divisé en deux volets : des travaux d'ingénierie, d'une part, et de nouvelles modalités institutionnelles, de l'autre.

Le volet technique consistait en la remise en état du réseau de canaux d'irrigation secondaires ou *mesqas*. Certains canaux ont été améliorés par l'ajout d'un revêtement intérieur pour réduire les fuites ou dotés de canalisations pour contrer l'évaporation. D'autres encore ont été surélevés ou enfouis pour libérer des terres arables. Une motopompe diesel installée à la tête de chaque *mesqa* assure un débit constant d'eau tout le long du canal.

Le volet institutionnel visait à stimuler la formation d'associations d'usagers de l'eau (Water Users' Associations – WUA) regroupant les *fellahs* à proximité des *mesqas*. Chaque association était chargée de l'administration du processus d'irrigation, de l'entretien du canal et de la motopompe, ainsi que du règlement de tout conflit opposant des membres au sujet de la gestion de l'eau.

La création des associations était fondée sur l'hypothèse selon laquelle l'administration locale – ou la décentralisation – se révèle généralement bénéfique. Toujours selon cette hypothèse, la gestion à l'échelle des collectivités favoriserait la démocratie et la responsabilisation. En cas de dégradation de l'environnement ou de rareté de l'eau, une gestion locale peut même contribuer à l'atteinte d'un certain degré de viabilité, d'équité et d'autosuffisance.

Cela est vrai en théorie, mais en pratique, la création et la survie des associations se sont avérées difficiles et complexes. L'histoire de Muhammad Tusson en est un bon exemple.

Résistance au changement

Muhammad Tusson habite le village de Mantoot, dans le gouvernorat de Minieh, à quelque 250 kilomètres au sud du Caire. Il ne s'est rendu compte qu'il était trésorier de l'association d'usagers de l'eau de sa *mesqa* que lorsque le gouvernement égyptien a brusquement demandé aux *fellahs* de Mantoot de payer pour la motopompe qu'il leur avait donnée plusieurs années auparavant.

Les *fellahs* avaient toujours considéré la motopompe comme un outil mis à leur disposition dans le cadre du projet d'amélioration de l'irrigation. Pourtant, le gouvernement réclamait maintenant à M. Tusson le paiement de la motopompe à même les frais d'irrigation qu'il aurait dû prélever auprès des membres de l'association. « Mais je n'avais jamais rien demandé à personne ! », explique-t-il.

Dans la plupart des villages, c'est l'opérateur de la motopompe diesel qui perçoit ces frais auprès des *fellahs* qui souhaitent irriguer leurs terres. Or, selon les règlements des associations, il incombe au trésorier de les percevoir, puis de signer un reçu qui est ensuite remis à l'opérateur de la motopompe pour autoriser l'irrigation.

« L'objectif derrière la création des associations d'usagers de l'eau en Égypte était de faire participer les *fellahs* à la gestion de leurs ressources », explique Mohammed Kishk, directeur du laboratoire d'analyse du sol, de l'eau et des plantes de l'Université de Minieh. « Mais c'est tout le contraire qui s'est produit. »

Souvent, ce ne sont pas les *fellahs* qui élisent les membres du conseil de l'association, dont

« L'objectif derrière la création des associations d'usagers de l'eau en Égypte était de faire participer les *fellahs* à la gestion de leurs ressources »

font partie le trésorier et l'opérateur de la motopompe, mais c'est plutôt l'ingénieur de l'endroit, spécialisé en irrigation et à l'emploi du ministère, qui les nomme tous. Les personnes nommées signent ensuite le formulaire d'adhésion sans tout à fait saisir ce qu'est une association d'usagers de l'eau.

C'est ainsi que M. Tusson s'est retrouvé en position aussi fâcheuse. Bien qu'il ait accepté par écrit d'être le trésorier de son association, il n'a jamais été informé de ses fonctions, et on ne lui a remis aucun carnet de reçus. Ni M. Tusson ni aucun autre membre du conseil n'ont suivi de formation en comptabilité ou en animation de réunion et rédaction de procès-verbal. Par ailleurs, le concept sur lequel se fondent les associations d'usagers de l'eau leur était totalement étranger.

On peut estimer que le problème est simplement dû à un manque d'information. De façon plus générale, cependant, la véritable question est de savoir si les citoyens et le gouvernement peuvent remplir de nouveaux rôles et assumer de nouvelles responsabilités ou, en d'autres mots, si le gouvernement arrivera à assouplir quelque peu sa mainmise administrative et si les *fellahs* arriveront à prendre leurs affaires en main.

Ces problèmes chroniques ont donné lieu à deux projets de recherche appliquée sur les associations d'usagers de l'eau en Égypte, financés par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI).

Facteurs d'ordre technique ou d'ordre administratif ?

Le premier projet, mené par le Desert Development Center de l'Université américaine du Caire de 1999 à 2002, visait principalement à recueillir de l'information sur les facteurs qui influent sur la réussite ou l'échec des associations.

Le projet a démontré que les associations ont bel et bien offert un soutien aux *fellahs* désireux d'améliorer le rendement de leurs cultures, d'augmenter leurs revenus et de réduire les coûts de gestion de l'eau. Par contre, en raison de ce qui est arrivé à M. Tusson et à d'autres,



Walid Sulayman

les chercheurs ont conclu que les autorités devaient revoir le fonctionnement de la plupart des associations afin que les membres comprennent mieux leurs nouveaux rôles et leurs nouvelles responsabilités.

Le projet a également fourni des renseignements précieux sur la participation des femmes à la gestion communautaire de l'eau en Égypte. Il a révélé que les femmes participent beaucoup plus aux décisions liées à la gestion de l'eau qu'on ne le croyait à prime abord.

Fait important, le projet a également permis de constater que le rendement des cultures ne variait pas de façon marquée entre les deux extrémités de la *mesqa*, les *fellahs* se trouvant au bout complètement du canal recevant autant d'eau que ceux installés à proximité de la motopompe. Autrement dit, le système était à la fois plus efficace et plus équitable. Cela était-il dû à la réduction des pertes par infiltration et à une évaporation moindre par suite des travaux effectués ou plutôt à l'efficacité accrue de la gestion de l'eau grâce à une action locale concertée ?

En termes simples, la situation s'améliorerait-elle pour des raisons d'ordre technique ou d'ordre administratif ? Cette question clé a donné naissance au second projet de recherche financé par le CRDI.

Une *mesqa* améliorée reçoit de l'eau d'une pompe gérée par les associations d'utilisateurs d'eau au gouvernorat de Minieh.

Par ailleurs, le concept sur lequel se fondent les associations d'usagers de l'eau leur était totalement étranger.

Les femmes participent beaucoup plus aux décisions liées à la gestion de l'eau qu'on ne le croyait à prime abord.

Recherche participative

Le second projet de recherche a été exécuté dans le gouvernorat de Minieh, où les associations d'usagers de l'eau étaient bien établies depuis un certain temps, et il a été mené par l'Université de Minieh entre 2002 et 2005.

Partant des résultats et des lacunes du projet précédent, il s'est penché de plus près sur les aspects socioculturels de la gestion de l'eau, dans l'optique de formuler des recommandations réalistes en vue de modalités institutionnelles susceptibles de renforcer les associations pour assurer une meilleure gestion de l'eau et favoriser une plus grande justice sociale.

Le projet a fait appel à une démarche intéressante fondée sur la collaboration, la « communication participative pour le développement », une première en Égypte.

La communication participative pour le développement repose sur l'échange bidirectionnel d'information entre les populations locales et les chercheurs. Dans ce cas, des ateliers, des entrevues et d'autres moyens ont été employés pour faire participer les ingénieurs, les opérateurs de motopompes et les fellahs au processus de recherche, du début à la fin. Ensemble, ils ont participé à la définition des problèmes et à la recherche de solutions et, le moment venu, ils ont transmis leurs nouvelles connaissances à d'autres intervenants locaux.

Échange de vues entre chercheurs et agriculteurs au gouvernorat de Minieh.



Ahmad Salhin

Des changements s'imposent

Le projet de recherche mené à Minieh a permis de répondre à quelques-unes des questions soulevées par le projet du Desert Development Center. Même s'il était vrai que le coût de l'eau était moindre et que les conflits opposant des *fellahs* se faisaient plus rares depuis la création des associations, le projet a démontré que ces retombées positives découlaient davantage des améliorations apportées aux canaux que du cadre institutionnel fourni par les associations. En d'autres mots, la situation s'améliorait pour des raisons d'ordre technique et non pas administratif.

Les chercheurs ont constaté que les associations étaient faibles et n'avaient ni règles ni responsabilités clairement définies. Elles étaient très rarement participatives, et nombreuses étaient celles qui avaient tout simplement disparu.

Ainsi, 60 % des *fellahs* regroupés dans 43 associations ont dit ignorer l'existence d'un conseil. Par ailleurs, selon 84 % des *fellahs*, la personne la plus connue siégeant au conseil était l'opérateur de la motopompe. Ni le président, ni le trésorier, ni le secrétaire, ni aucun autre membre du conseil ne leur étaient familiers.

Les deux projets de recherche ont mis en évidence des irrégularités dans le déroulement des réunions du conseil – dans les cas où des réunions avaient lieu. Le second projet a également montré que 74 % des membres des conseils n'avaient reçu aucune formation en vue de l'établissement et de l'administration de l'association. Les seules formations offertes avaient porté sur le fonctionnement et l'entretien de la motopompe, et non sur des sujets tels que la résolution des conflits, la tenue de livres, la comptabilité ou le fonctionnement général d'une association.

Les constatations ont été illustrées de façon très vivante grâce à un outil novateur de communication participative pour le développement : le photoroman. Un certain nombre de villageois, des hommes comme des femmes, ont reçu un appareil photo, et on leur a confié la mission de saisir sur pellicule ce que représentait pour eux

le projet d'amélioration de l'irrigation. « Ils se sont surtout arrêtés au revêtement des canaux, commente M. Kishk. L'aspect organisationnel n'est illustré par aucune des photos. »

Le projet a permis de documenter avec précision certains des problèmes auxquels les associations font face, par exemple les problèmes de nature budgétaire et financière, et de recommander des changements relativement à la gestion et au renforcement des capacités pour que les associations deviennent véritablement efficaces. En particulier, il a mis en évidence le fait que les conseils ne représentaient pas véritablement la collectivité, entre autres qu'on y retrouvait trop peu de femmes.

Le rôle des femmes

Un des aspects importants des deux projets a consisté à évaluer la participation des femmes au sein des associations d'utilisateurs de l'eau en Égypte.

Bien que les femmes prennent part à différentes tâches agricoles, comme l'épandage d'engrais, le soin des animaux et la récolte, leur rôle dans la gestion de l'eau semble plus restreint, et ce, principalement pour des raisons culturelles.

Comme l'irrigation exige une grande force physique, cette tâche incombe principalement aux hommes. Elle entraîne également l'exposition de certaines parties du corps, ce qui est interdit aux femmes. Enfin, elle peut se révéler dangereuse, puisqu'elle se fait souvent la nuit et que des conflits éclatent parfois entre les *fellahs* au sujet de la distribution de l'eau.

La plupart des 90 femmes interrogées dans le cadre du projet mené dans le gouvernorat de Minieh ont affirmé que c'était surtout pour des raisons culturelles qu'il était difficile pour une femme de devenir membre d'une association. Elles croient par contre qu'elles sont mieux placées pour traiter de problèmes comme la pollution de l'eau, la contraception et la planification des naissances, pour représenter d'autres femmes et pour assainir l'environnement.

Des questions difficiles

Même si M. Kishk, qui dirigeait l'équipe de chercheurs, demeure confiant et croit que les associations peuvent être redynamisées et réussir à remplir leur mission, d'autres émettent certaines réserves.

Administratrice de programmes du CRDI en Égypte, Lamia El Fattal fait une évaluation fort différente de la situation : « Les associations d'utilisateurs de l'eau existent depuis 15 ans, mais les *fellahs* ne se les sont pas encore appropriées. Il est donc permis de douter qu'elles soient, dans leur forme actuelle, des modalités viables. »

De l'avis de Mme El-Fattal, les *fellahs* ne sont pas les seuls à blâmer : « Les nouveaux rôles et les nouvelles responsabilités des *fellahs* doivent être accompagnés du désir et de la volonté du gouvernement de déléguer, de décentraliser et de s'effacer pour permettre à cette forme de gestion collective locale de s'implanter. »

Mohammed Abdel Aal, de la faculté des sciences de l'agriculture de l'Université du Caire, l'un des chercheurs principaux du projet mené à Minieh, partage le point de vue de Mme El-Fattal sur les causes du problème : « C'est une erreur de demander à des organismes de la base d'appliquer des démarches en matière de développement qui n'ont pas encore été mises en œuvre à d'autres niveaux. Il ne faut pas parler de gestion démocratique ni de gouvernance de l'irrigation s'il ne s'agit pas d'une réalité ailleurs. » M. Abdel Aal fait ainsi implicitement référence au fait que le gouvernement égyptien doit procéder à la réforme de ses propres institutions.

Karim Jisr

Les femmes du gouvernorat de Menofiya utilisent de grandes quantités d'eau.

« Ensemble, ils ont participé à la définition des problèmes et à la recherche de solutions et, le moment venu, ils ont transmis leurs nouvelles connaissances à d'autres intervenants locaux. »



Pour les raisons culturelles, il est souvent difficile pour une femme de devenir membre d'une association.



IDRC

Cette étude de cas a été rédigée par Patrick Kavanagh sur la base d'un texte préparé par Nadia El-Awady.

Le CRDI a lancé le programme Pauvreté rurale et environnement (PRE) en 2005, afin d'appuyer des activités de recherche visant à répondre aux besoins des populations rurales pauvres qui vivent dans des écosystèmes vulnérables ou dégradés d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes et du Moyen Orient. Le programme vise à renforcer les institutions, les politiques et les pratiques destinées à améliorer la sécurité alimentaire et hydrique et la sécurité du revenu.

Pour de plus amples renseignements, consultez les pages Web de Pauvreté rurale et environnement à www.idrc.ca/pre.

WWW.CRDI.CA

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), un organisme canadien, est l'un des chefs de file de la production et de l'application de nouvelles connaissances pour relever les défis du développement international. Depuis plus de 35 ans, le CRDI travaille en étroite collaboration avec les chercheurs des pays en développement pour créer des sociétés en meilleure santé, plus équitables et plus prospères.

Centre de recherches pour le développement international

Pauvreté rurale et environnement

CP 8500

Ottawa (Ontario) Canada K1G 3H9

Tél. : 613-236-6163

Téléc. : 613-238-7230

Courriel : rpe@crdi.ca